

# POURQUOI UN PLAIDOYER SUR LE VIH ?



« Le défi consiste désormais à maintenir ce leadership, à garder le sida en tête du programme et à accélérer l'action aux niveaux national et local. Tout relâchement du leadership serait fatal. L'épidémie a atteint des proportions mondiales, précisément parce que le monde a mis si longtemps à agir. Et, bien que nous commençons à progresser, il reste encore un long chemin à parcourir. »

DR PETER PIOT, DIRECTEUR EXÉCUTIF DE L'ONUSIDA,  
JOURNÉE MONDIALE CONTRE LE SIDA 2007

**tearfund**

## Pourquoi un plaidoyer sur le VIH ?

Rédactrice : Emma Aston

Nous remercions les personnes suivantes pour les avis qu'elles nous ont offerts : Rentia Agenbag, Tope Akinwande, Rachel Blackman, Mike Buckley, Rachel Carnegie, Paul Cook, Alice Fay, Degu Jerene, Philippa Newis, Veena O'Sullivan, Patricia Sawo et Joanna Watson.

Équipe de traduction: Edith Bourlon, Tope Akinwande, Sheila Melot

Photographies de couverture : Marcus Perkins / Tearfund

Illustrations : Rod Mill, Bill Crooks

Conception : Wingfinger

© Tearfund 2008

**Tearfund** est une organisation chrétienne de développement et de secours, visant à établir un réseau mondial d'églises locales pour contribuer à l'éradication de la pauvreté.

Tearfund, 100 Church Road, Teddington, TW11 8QE,  
Royaume-Uni

Pour plus d'informations, veuillez contacter  
[ppadministrator@tearfund.org](mailto:ppadministrator@tearfund.org)

# POURQUOI UN PLAIDOYER SUR LE VIH ?

## Table des matières

Glossaire	3
Introduction	4
Qu'est-ce qu'un plaidoyer ?	5
Le VIH est une question importante	6
La situation au niveau mondial	7
La situation au niveau des pays	8
Les gouvernements ont une responsabilité	9
Les organisations de la société civile devraient être impliquées	10
Les églises ont un rôle à jouer	12
Les étapes suivantes	14
Réseaux et organisations utiles	15
Informations complémentaires	15

## Glossaire

<b>ARV</b>	Médicament antirétroviral
<b>CSLP</b>	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
<b>G8</b>	Groupe des Huit : les huit pays les plus riches du monde
<b>OC</b>	Organisation communautaire
<b>OMD</b>	Objectif du millénaire pour le développement
<b>OMS</b>	Organisation mondiale pour la santé
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>PIS</b>	Partenariat international pour la santé
<b>Sida</b>	Syndrome d'immunodéficience acquise
<b>VIH</b>	Virus de l'immunodéficience humaine

## Introduction

Ce livret est destiné aux organisations qui sont engagées dans des travaux concernant des personnes vivant avec le VIH ou affectées par cette pandémie, mais qui n'ont pas encore envisagé de faire un plaidoyer sur le VIH.

Dans ce bref opuscule, nous examinons ce qu'est un plaidoyer, quels engagements ont été pris aux niveaux mondial et local pour traiter la question du VIH et pourquoi un plaidoyer sur le VIH est nécessaire.

Nous abordons brièvement la façon de commencer des travaux de plaidoyer concernant le VIH et nous recommandons d'autres ressources et contacts.

Le but de ce livret est d'inspirer les organisations pour qu'elles intègrent le plaidoyer à leur travail dans leur réponse au VIH afin d'engendrer un changement positif à long terme.



## Qu'est-ce qu'un plaidoyer ?

Faire un plaidoyer c'est influencer les gens, les politiques, les structures et les systèmes en vue de produire un changement. C'est influencer ceux qui sont au pouvoir pour qu'ils agissent avec plus d'équité.

Tearfund définit le plaidoyer comme :

« chercher, avec les personnes démunies ou pour leur compte, à traiter les causes sous-jacentes de la pauvreté, à apporter la justice et à soutenir un bon développement en influençant les politiques et les pratiques de ceux qui sont au pouvoir. »

Le plaidoyer est fermement enraciné dans la Bible et il repose sur l'engagement de Dieu à l'égard de la justice :

**« Ouvre ta bouche pour le muet, pour la cause de tous les délaissés. Ouvre ta bouche, juge avec justice et défends le malheureux et l'indigent. »**

PROVERBES 31:8-9

Le plaidoyer complète d'autres approches vis-à-vis du développement car :

- il s'attaque aux causes profondes de la pauvreté et de l'injustice et il produit un changement à long terme ;
- il considère les personnes comme des agents du changement au sein de leur propre communauté ;
- il peut changer les structures du pouvoir, les pratiques injustes et les systèmes d'injustice qui maintiennent les gens dans la pauvreté ;
- il peut aider à dégager plus de ressources pour d'autres travaux de développement.

Le plaidoyer peut impliquer plusieurs activités, comme la recherche, le lobbying, les campagnes, la prière, le réseautage, la sensibilisation et des travaux avec les médias.

Le plaidoyer n'implique pas nécessairement la confrontation. Les décideurs, comme les gouvernements et les dirigeants locaux, sont souvent conscients de la présence d'un problème et accueilleront favorablement des suggestions sur la manière dont on peut le résoudre. Le plaidoyer peut se faire à plusieurs niveaux, aussi varie-t-il selon les problèmes et les groupes concernés. Le rôle de celui ou celle qui organise un plaidoyer consiste à faciliter la communication entre les personnes, à négocier, à démontrer les bonnes pratiques et à former des alliances.<sup>1</sup>

---

1 Pour plus de détails sur la façon de réaliser des travaux de plaidoyer efficaces, veuillez consulter les livres *ROOTS 1 et 2* contenant le *Guide du plaidoyer*, Tearfund UK, 2002.

## Le VIH est une question importante

En 2007, on a estimé que près de 33,2 millions de personnes dans le monde vivaient avec le VIH et que plus de 25 millions étaient mortes depuis l'identification des premiers cas de sida en 1981.<sup>2</sup> Dans certains endroits, le VIH a un impact énorme. Les systèmes éducatifs et sanitaires sont affaiblis car les enseignants, les infirmiers et autres personnels qui vivent avec le VIH sont dans l'impossibilité de travailler. Le VIH augmente la demande en services de santé. De plus, la quantité de nourriture disponible pour les enfants dont la famille accueille des orphelins du SIDA diminue. Il est donc crucial de travailler avec les personnes qui vivent avec le VIH, de comprendre leurs priorités et de les soutenir dans leur plaidoyer.

Les questions clé du plaidoyer relativement au VIH comprennent :

**LA PRÉVENTION** La prévention de l'infection par le VIH est considérée comme le moyen le plus efficace à long terme pour réduire le nombre de personnes affectées par le virus. Nous devons encourager les gouvernements et les organismes nationaux à concevoir et à mettre en œuvre des stratégies de prévention efficaces et complètes.

**LE TRAITEMENT** Les médicaments antirétroviraux (ARV) ont le potentiel d'améliorer la santé de façon spectaculaire et d'étendre la durée de vie des personnes vivant avec le VIH. Cependant, la fourniture des traitements antirétroviraux et le traitement des infections opportunistes se heurtent à des difficultés telles que le manque de financement, l'irrégularité de la fourniture et de la distribution des médicaments, la complexité des régimes de traitement, la disponibilité du personnel médical et le suivi de la résistance aux médicaments. Malgré l'engagement international vis-à-vis d'un accès universel à des services complets de lutte contre le VIH, pour la majorité des personnes démunies et marginalisées, cet accès est loin d'être une réalité. Les gouvernements devraient assurer cet accès universel à tous d'ici 2010, comme convenu lors de l'assemblée générale des Nations Unies en 2005 faisant suite au sommet du G8.

**LES SOINS ET LE SOUTIEN** Beaucoup de personnes sont affectées par le VIH. Le nombre d'enfants rendus orphelins et plus vulnérables à cause du VIH continue à s'élever, bien que cela ne soit pas souvent considéré comme une priorité. Les problèmes affrontés par les enfants doivent être traités en priorité à la fois aux niveaux international et national. Les adultes doivent aussi recevoir de l'aide car ils prennent en charge des fardeaux émotionnels et financiers tout en s'occupant de personnes vivant avec le VIH.

**LES RESSOURCES** Il y a eu une augmentation des ressources financières mondiales engagées pour lutter contre le VIH, mais ce financement n'a pas toujours été mis à disposition. Les engagements de financement doivent être tenus.

**L'INÉGALITÉ ENTRE LES SEXES** L'inégalité entre les sexes ainsi que des facteurs biologiques rendent les femmes plus vulnérables et plus facilement infectées et affectées par le VIH.<sup>3</sup> Nous devons faire en sorte que les politiques gouvernementales abordent les droits et les besoins des femmes relativement au VIH.

---

2 Actualisation 2007 de l'épidémie de sida, ONUSIDA, 2007.

3 Vous pouvez trouver plus d'informations sur l'égalité des sexes et le VIH sur le site de l'OMS à [www.who.int/gender/hiv\\_aids/fr](http://www.who.int/gender/hiv_aids/fr)

## La situation au niveau mondial

En 2000, lors du sommet des Nations Unies sur le Millénaire qui se déroulait à New York, tous les États membres de l'ONU ont signé leur engagement à l'égard des Objectifs de développement (ODD). Le but de l'objectif 6 est de « combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies » et l'une des cibles de cet objectif est de « stopper la propagation du VIH/sida et de commencer à inverser la tendance actuelle ».<sup>4</sup>

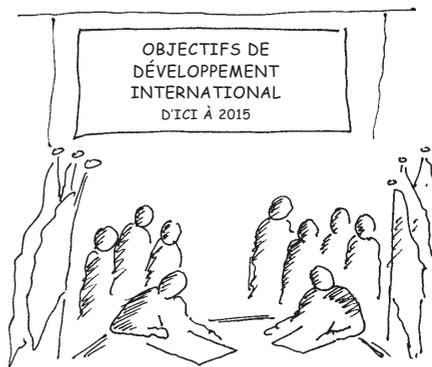
En 2005, lors de l'assemblée générale des Nations Unies, tous les États membres de l'ONU se sont engagés à fournir un accès universel aux programmes complets de prévention, de traitement, de soins et de soutien relatifs au VIH, et ce d'ici 2010. (Cela est généralement connu sous le terme « engagement pour 2010 »).<sup>5</sup>

Le Partenariat international pour la santé (PIS), lancé en septembre 2007, vise à améliorer la manière dont les agences internationales, les bailleurs de fonds et les pays travaillent ensemble pour élaborer et mettre en œuvre des plans de santé et pour créer et améliorer des services de santé pour les personnes démunies. Le PIS a besoin de créer des mécanismes pour faire en sorte que la société civile puisse être pleinement engagée dans ce processus.

La satisfaction des ODD et des engagements spécifiques au VIH incombe à la responsabilité de tous les gouvernements et institutions financières internationales, comme la Banque mondiale. Cependant, les gouvernements ont du mal à tenir leurs promesses. Cela pourrait être dû au manque de fonds, au manque de volonté politique ou à la faiblesse des infrastructures.

Chez Tearfund UK, nous plaillons pour que les gouvernements du Royaume-Uni et d'autres pays européens dépensent plus d'argent, et ce de manière plus efficace, dans les pays du sud afin d'augmenter l'accès aux services de prévention, de traitement, de soins et de soutien associés au VIH.

Ce plaidoyer et cette action axés sur les bailleurs de fonds ne sont pas suffisants. Beaucoup des changements requis pour atteindre ce but doivent se produire dans les pays eux-mêmes. Les partenaires de Tearfund sont encouragés à plaider au niveau national auprès de leur propre gouvernement.



4 Vous pouvez trouver plus d'informations sur les engagements relatifs aux ODD sur le site [www.un.org/french/millenniumgoals](http://www.un.org/french/millenniumgoals)

5 Vous pouvez trouver plus d'informations sur les engagements pris au cours de cette réunion sur le site [www.dfid.gov.uk/g8/hiv.asp](http://www.dfid.gov.uk/g8/hiv.asp)

## La situation au niveau des pays

Chaque pays membre de l'ONU a accepté de satisfaire les OMD, de respecter les engagements pris à l'égard de l'accès universel et de mettre en œuvre le principe des « trois uns » :

- un seul plan national
- un seul cadre de suivi et d'évaluation
- un seul organisme national de coordination.

Le VIH affecte les pays de façon différente, le plan national élaboré pour traiter le VIH varie donc d'un pays à l'autre. Dans ce cadre, le plaidoyer au niveau du pays est très important car les groupes de la société civile répondant au VIH sont souvent les mieux placés pour comprendre le contexte de leur propre pays et aborder correctement les questions relatives au VIH qui lui sont spécifiques.

Il est important que les organismes de développement soient informés de l'épidémie de VIH dans leur pays afin de pouvoir plaider en faveur des changements requis pour améliorer les réponses au VIH.

Si un plan national ne fonctionne pas bien, le gouvernement en sera souvent conscient et tirerait profit de la contribution de personnes capables de suggérer d'autres options ou d'aider à élaborer une solution.

Quand vous planifiez des travaux de plaidoyer, demandez-vous qui a le pouvoir de prendre des décisions sur les changements requis. Les travaux de plaidoyer peuvent impliquer un engagement aux niveaux local ou national : la réussite d'un plaidoyer ne signifie pas toujours la réalisation d'un changement au niveau national. Des changements aux niveaux provincial ou local peuvent être tout aussi efficaces.

En plus d'un plan national de lutte contre le sida, il pourrait y avoir d'autres stratégies et plans gouvernementaux dans le cadre desquels le VIH est abordé, comme les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP). Il est important de comprendre comment ces plans et stratégies affectent les travaux de développement.



## Les gouvernements ont une responsabilité

- Les gouvernements ont la responsabilité de faire respecter les droits de leurs citoyens, y compris leur droit aux soins médicaux et à la sécurité en cas de maladie.<sup>6</sup>
- Les politiques gouvernementales peuvent affecter les programmes des ONG, ainsi que les communautés avec lesquelles celles-ci travaillent, de manières positives et négatives.
- Les gouvernements doivent être tenus responsables de leurs promesses et il doit y avoir un suivi par rapport aux services qu'ils fournissent à la population. Chaque gouvernement s'est engagé à lutter contre le VIH dans son plan d'action national.
- En plaidant sur des questions telles que le VIH, nous pouvons aider les gouvernements à parvenir à la transparence, à la participation, à l'ouverture et à la redevabilité.
- Sans la participation des gouvernements, la plupart des programmes de changement de comportement et des systèmes de soins de santé ne seront pas durables.
- Les gouvernements devraient agir de manière responsable, non seulement quand ils traitent l'épidémie de VIH dans leur propre pays, mais aussi quand ils agissent en tant que bailleurs de fonds à l'égard d'autres pays.

### ÉTUDE DE CAS

#### La stigmatisation, Thaïlande<sup>7</sup>

Dans le cadre d'un projet réalisé par Siam-Care (un partenaire de Tearfund en Thaïlande), près de 80% des femmes vivant avec le VIH ont tenté de se débarrasser des carnets de vaccination de leurs enfants parce que le cachet « Séropositif » était apposé en grandes lettres sur la première page. Les mères souhaitaient que leur vie privée soit respectée et ne voulaient pas que le personnel sanitaire ait connaissance de leur état sérologique en lisant les carnets de vaccination de leurs enfants. Malheureusement, quand les carnets ont été détruits, des notes importantes sur la vaccination, le développement et la santé de l'enfant ont été perdues.

Siam-Care, conjointement avec CAR (Centre for Aids Rights), a organisé une réunion en août 2000 avec d'autres ONG travaillant avec des femmes vivant avec le VIH afin de découvrir si le problème existait ailleurs. C'était effectivement le cas et cette information était documentée. Ensemble, les ONG sont parvenues à une nouvelle conception du carnet de vaccination qui ne mentionnait pas l'état sérologique de la mère. Siam-Care et CAR ont alors présenté des maquettes de carnet de vaccination acceptables au Ministère de la santé publique qui a désigné un comité (comprenant des ONG) chargé d'examiner une nouvelle présentation du carnet de vaccination. En mars 2001, un nouveau carnet de vaccination, qui ne mentionnait pas l'état sérologique de la mère, a été imprimé.

Quand les ONG travaillent ensemble avec le service gouvernemental concerné, on peut obtenir des changements.

6 Pour trouver un aperçu complet de la déclaration universelle des droits de l'homme ONU, consultez le site [www.unhchr.ch/udhr/lang/frn.htm](http://www.unhchr.ch/udhr/lang/frn.htm)

7 Étude de cas tirée de *ROOTS 1 et 2 : Guide du plaidoyer*, Tearfund UK, 2002

## Les organisations de la société civile devraient être impliquées

- Quand un gouvernement faillit à son devoir à l'égard de ses citoyens, ces derniers ont le droit légitime et la responsabilité d'en rendre un tel gouvernement redevable.
- Les groupes locaux de la société civile (y compris l'église locale), ont le droit de s'engager dans le débat politique pour influencer les principes directeurs avec les membres les plus pauvres de la communauté et pour le compte de ces derniers.
- Les bonnes politiques gouvernementales reposent sur l'expérience et sur la connaissance des activités qui réussissent et de celles qui échouent. Les OC et les ONG possèdent un trésor d'expérience en matière de réalisation de projets et de travail avec les communautés et cette richesse devrait être partagée.
- Pour atteindre les OMD et satisfaire les engagements pour 2010, il faut une plus grande participation de la part de la société civile à tous les niveaux, y compris les représentants des groupes vulnérables et à haut risque. Toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements et la société civile, doivent travailler ensemble si l'on veut atteindre les buts et les objectifs.
- Les gouvernements devraient consulter leurs citoyens sur les décisions concernant les politiques. L'expérience et les avis de la société civile devraient informer la prise des décisions par les gouvernements.
- Les pays du nord imposent une pression croissante sur les gouvernements des pays du sud afin que ces derniers consultent leurs citoyens sur les questions de développement.



- Les OC et les ONG peuvent donner à la voix de ceux qui sont démunis le pouvoir d'être entendue par ceux qui sont au pouvoir. Les dirigeants locaux qui ont élaboré des services et des programmes de lutte efficaces contre le VIH devraient participer aux dialogues locaux et nationaux concernant les politiques.
- Les OC et les ONG sont également bien placées pour sensibiliser les communautés à l'importance de la lutte contre le VIH.
- Toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements et la société civile, doivent travailler ensemble si l'on veut atteindre les buts et les objectifs.

## ÉTUDE DE CAS

### Les orphelins, Rwanda<sup>8</sup>

African Evangelistic Enterprise (AEE) travaille avec des orphelins du sida et avec des foyers dirigés par un enfant dans la région de Kibungo, à l'est du Rwanda. Ils ont deux associations qui fonctionnent par l'intermédiaire d'un atelier de couture et d'un atelier de menuiserie où les enfants sont formés et vendent leur marchandise. Les services fiscaux du Rwanda sont chargés de percevoir l'impôt et ils demandaient aux associations de payer (ce qu'elles ne pouvaient pas se permettre) ou de fermer. L'AEE, en tant que partenaire de ces associations, a utilisé son importance et ses contacts pour organiser une réunion avec le Ministère des affaires sociales. Au cours de la réunion, ils ont expliqué que ceux qui travaillent dans les associations sont soit des orphelins, soit les membres d'un foyer dirigé par un enfant, et qu'ils devraient, à ce titre, être traités de façon plus charitable et exonérés d'impôts. Le Ministère a accepté et a déclaré que tous les partenaires de l'AEE devraient être exonérés à cause du travail de développement qu'ils réalisent.

## ÉTUDE DE CAS

### Les populations marginalisées, Inde<sup>9</sup>

Depuis 1992, IMCARES (Inter-Mission Care And Rehabilitation Society) fait fonctionner le projet IMPACT (Inter-Mission Prevention of AIDS through Care and Training) qui lutte contre le VIH dans les taudis de Mumbai. IMCARES vise à sensibiliser la communauté et à transformer son attitude à l'égard des personnes qui vivent avec le VIH en la faisant passer de la stigmatisation à l'acceptation. L'organisation plaide pour l'accès au traitement et pour permettre à l'église locale d'aider à dispenser des soins aux personnes vivant avec le VIH ou affectées par ce dernier. En travaillant avec les églises locales, IMCARES parvient à atteindre des populations cachées et marginalisées telles que les communautés des quartiers précaires, les travailleurs du sexe et les eunuques.

8 Étude de cas tirée de *ROOTS 1 et 2 : Guide du plaidoyer*, Tearfund UK, 2002

9 Étude de cas tirée de *Transformer les vies : réponses de l'église au VIH*, Tearfund UK, 2007

## Les églises ont un rôle à jouer

En tant que chrétiens, nous sommes appelés à imiter le Christ. Le Christ aime tout le monde et a démontré la compassion de Dieu pendant son passage sur la terre en tendant la main à ceux qui étaient dans le besoin.

- Les églises fournissent la plus grande partie des soins et du soutien aux communautés affectées par le VIH, grâce à un appui à la fois pratique, émotionnel et spirituel.
- En même temps, l'église doit tenir les gouvernements redevables de leur responsabilité relativement aux soins et au soutien à long terme qu'ils doivent à leurs citoyens. Les églises devraient chercher à partager leurs compétences avec les organismes gouvernementaux et travailler avec eux pour élaborer des solutions.

En tant que chrétiens, nous ne condamnons personne, au contraire, nous offrons à tous la même grâce que celle que nous avons reçue en cette qualité de chrétiens.

- En conséquence, nous devons donc nous engager à éliminer toute forme de stigmatisation et de discrimination. L'église est bien placée pour éduquer les gens et pour les mobiliser afin qu'ils prennent part aux travaux de plaidoyer.

Jésus s'est exprimé ouvertement contre les injustices et sur des questions qui étaient tabou au moment où il vivait sur terre.

- Nous devons apprendre à partir de son exemple et ne pas craindre de parler à propos de questions dont on ne parle pas habituellement, comme les rapports sexuels ou la violence sexuelle qui rendent les gens plus vulnérables à l'infection par le VIH.

### ÉTUDE DE CAS

#### Les droits reconnus par la loi, Zimbabwe<sup>10</sup>

Au Zimbabwe, le projet « Camp Masiye » de l'Armée du Salut a réalisé que les orphelins et les enfants vulnérables trouvent souvent difficile d'accéder aux services juridiques. Il se pourrait qu'ils ne sachent pas où trouver ces services ou comment les utiliser et, souvent, ils manquent des ressources nécessaires pour les payer. Le « cabinet juridique ambulante » cherche à apporter les services juridiques aux enfants plutôt que d'attendre que les enfants les trouvent eux-mêmes. Le cabinet ambulante adresse les enfants aux professionnels compétents. De cette manière, il complète les structures existantes plutôt que de leur faire concurrence. Le cabinet ambulante rend régulièrement visite à tous les clubs et écoles reliés au programme de lutte contre le VIH et le sida de l'Armée du Salut. Pour rendre cette démarche attractive pour les enfants, le cabinet ambulante fonctionne dans une caravane couverte d'un toit de chaume et peinte de couleurs vives. Une équipe de marionnettistes professionnels voyage avec le cabinet ambulante pour offrir à la fois instruction et divertissement.

10 Étude de cas tirée de *ROOTS 8 : VIH et sida : agir*, Tearfund UK, 2005

- Les églises locales font partie intégrale de la communauté et comprennent donc les besoins locaux. Elles peuvent constituer un véhicule qui portera la voix de ceux qui sont affectés par le VIH jusqu'à l'attention des autorités, pour que ces dernières prennent de bonnes décisions sur la façon d'arracher les gens à la pauvreté.
- Les dénominations chrétiennes ont une portée unique, reliant des milliers d'églises locales à des réseaux nationaux et internationaux. L'église possède un fort potentiel pour parler des questions liées au VIH et des engagements des gouvernements aux niveaux national et international.



## ÉTUDE DE CAS

### Financement pour les orphelins du sida, Burkina Faso<sup>11</sup>

Au Burkina Faso, plus de 800 000 enfants sont affectés par le VIH et le sida. Beaucoup de ces enfants sont livrés à eux-mêmes. Christian Relief and Development Organisation (CREDO) a organisé une campagne de plaidoyer pour faire en sorte qu'il soit pris soin de ces enfants. Les cibles de cette campagne étaient les preneurs de décision politiques. CREDO a commencé par sensibiliser le grand public de façon à bien étayer les travaux de plaidoyer. Cela comprenait les ONG, la communauté religieuse, les groupes de femmes, les enfants et les personnes vivant avec le VIH.

Les activités de sensibilisation comprenaient une procession de 6 000 enfants, un concert, une journée de prière et de prise de conscience dans les églises, des films sur le sida et un débat télévisé.

Le résultat de cette campagne de plaidoyer fut que le gouvernement a accordé un budget plus important aux soins destinés aux enfants orphelins. De plus, l'église a été mobilisée pour offrir son soutien aux enfants à la base.

11 Étude de cas tirée de *ROOTS 8 : VIH et sida : agir*, Tearfund UK, 2005

## Les étapes suivantes

- Découvrez plus de détails sur ce qu'implique un plaidoyer en lisant les livrets *ROOTS 1 et 2 : le Guide du plaidoyer*.
- Demandez-vous si vous avez actuellement la capacité et le soutien requis de la part de votre organisation pour entreprendre des travaux de plaidoyer. Dans la négative, réfléchissez aux domaines du développement qui sont nécessaires pour ce faire.
- Faites en sorte que le VIH soit intégré dans le propre travail de développement de votre organisation. Si vous dites aux autres ce que vous pensez qu'ils devraient faire, vous devez vous attendre à ce que votre propre travail soit donné en exemple.
- Essayez de mieux comprendre le contexte de la politique nationale en faisant des recherches sur les cadres et structures des politiques existantes. Voici quelques questions qu'il serait utile de poser :
  - A quoi ressemble l'épidémie de VIH dans notre pays ? L'ONUSIDA offre des statistiques récentes par pays, telles que le nombre d'enfants et d'adultes vivant avec le VIH, la prévalence chez les adultes et les décès dus au sida chez les adultes et les enfants. ([www.unaids.org/fr/KnowledgeCentre/HIVData/default.asp](http://www.unaids.org/fr/KnowledgeCentre/HIVData/default.asp))
  - Quelles sont les lois nationales existantes relativement au VIH ?
  - Quels sont la politique, le plan et la stratégie du gouvernement en ce qui concerne le VIH ?
  - Quelles sont les forces et les faiblesses de la politique, du plan et de la stratégie actuels et de leur mise en œuvre ?
  - Qui assume la responsabilité de la mise en œuvre du plan national de lutte contre le sida ?
  - En pratique, que se passe-t-il aux niveaux national, régional et local ?
  - Les fonds arrivent-ils là où l'on en a besoin ? Les zones rurales bénéficient-elles du même niveau de service que les zones urbaines ?
  - Quels services le gouvernement fournit-il dans des domaines tels que la prévention, le dépistage, le soutien psychologique et le traitement ?
  - Quels sont les services fournis par les autres parties prenantes ?
  - Ces services sont-ils orientés vers les domaines où l'on en a le plus besoin ? Dans la négative, pourquoi ? Comment la société civile est-elle impliquée ? Son rôle est-il reconnu et apprécié ?
  - Y a-t-il un organisme de coordination national qui rassemble toutes les parties prenantes ?
  - Y a-t-il un réseau ou une coalition (laïque ou chrétienne) de la société civile qui travaille sur le VIH ?
  - Quels sont les trois premiers problèmes liés au VIH dans notre pays qui pourraient bénéficier de travaux de plaidoyer ?
- Pour éviter de faire le travail en double et pour renforcer vos efforts de plaidoyer, trouvez les autres organisations de votre pays ou de votre région qui exécutent des travaux de plaidoyer sur le VIH. Organisez une réunion avec elles pour discuter comment vous pourriez travailler ensemble.
- Les équipes régionales et le Groupe de plaidoyer de Tearfund discuteront volontiers d'idées avec vous et vous offriront des conseils.

## Réseaux et organisations utiles

### Au niveau mondial

#### **CARE USA**

151 Ellis Street, NE  
Atlanta, GA 30303, USA  
[www.care.org](http://www.care.org)

#### **Alliance œcuménique**

150 route de Ferney  
PO Box 2100  
CH-1211 Genève 2  
Suisse  
[www.e-alliance.ch/french](http://www.e-alliance.ch/french)

#### **ICASO**

*basée au Canada*  
[www.icaso.org](http://www.icaso.org)

#### **International HIV/AIDS Alliance**

Queensberry House  
104–106 Queens Road  
Brighton, BN1 3XF, Royaume-Uni  
Email : [mail@aidsalliance.org](mailto:mail@aidsalliance.org)  
[www.aidsalliance.org/sw34889.asp](http://www.aidsalliance.org/sw34889.asp)

#### **Réseau Michée**

<http://reseauamichee.org>

#### **Open Society SOROS**

400 West 59th Street  
New York, NY 10019, USA  
[www.soros.org](http://www.soros.org)

#### **ONUSIDA**

[www.unaids.org/fr](http://www.unaids.org/fr)

### Au niveau national

#### **EHAIA WCC**

*travaille en Afrique*  
PO Box 2100  
CH-1211 Genève 2  
Suisse  
[www.oikoumene.org/fr/programmes/justice-diaconie-et-la-responsabilite-envers-la-creation/ehaia-lutte-contre-vihsida-en-afrique.html](http://www.oikoumene.org/fr/programmes/justice-diaconie-et-la-responsabilite-envers-la-creation/ehaia-lutte-contre-vihsida-en-afrique.html)

#### **Health and Development Network**

*basée en Thaïlande*  
[www.hdnet.org/v2/home/](http://www.hdnet.org/v2/home/)  
*Des bases partenaires fonctionnent dans les pays suivants :*  
*Irlande, Thaïlande, Ouganda, Zambie, Zimbabwe, Cambodge, Malaisie et Vietnam*

#### **Défi Michée**

[www.micahchallenge.org](http://www.micahchallenge.org)

#### **Treatment Action Campaign**

PO Box 2069  
Cape Town, 8001  
Afrique du sud  
[www.tac.org.za/community](http://www.tac.org.za/community)

Il existe beaucoup d'autres réseaux nationaux qui effectuent des travaux de plaidoyer sur le VIH. Découvrez-les en interrogeant les autres ONG qui répondent au VIH.

## Informations complémentaires

- *ROOTS 1 et 2 : le Guide du plaidoyer*, Tearfund UK
- *ROOTS 8 : VIH et sida : agir*, Tearfund UK
- *Working Together? Challenges and opportunities for international development agencies and the church in the response to AIDS in Africa*, Tearfund UK



**tearfund**

**[www.tearfund.org](http://www.tearfund.org)**

100 Church Road, Teddington, TW11 8QE, Royaume-Uni

Tel: +44 (0)20 8977 9144

Œuvre 265464